

Message clair envoyé à Joseph Kabila

RD Congo Une manifestation de l'opposition tourne à l'affrontement entre forces de l'ordre et population civile.

Trois mois! Constitutionnellement, ce 19 septembre, il restait trois mois au pouvoir congolais pour organiser le scrutin présidentiel. Mais cette élection ne pourra se tenir dans les délais prescrits. Le président Joseph Kabila et toute sa majorité ont multiplié les "accidents de parcours" pour éviter que ce scrutin présidentiel, synonyme de retraite pour l'homme fort du pays atteint par la limite de deux mandats consécutifs, ne puisse se dérouler dans les délais. Pour l'opposition, ce 19 septembre est "le début du préavis pour Kabila" avait prévenu le vieux leader de l'opposition Etienne Tshisekedi, le 31 juillet dernier, devant une foule de plusieurs centaines de milliers de Kinois.

L'éternel opposant, 84 ans, était rentré quatre jours plus tôt en République démocratique du Congo après un long séjour à Bruxelles pour des soins.

De nombreux morts

Malgré la mise en garde du patriarche, le président et sa majorité ont maintenu le cap. Pour tenter de donner une allure acceptable à ce retard, ils sont parvenus à organiser un dialogue national qui réunit depuis le 1^{er} septembre l'écurie présidentielle, une minorité de l'opposition et des membres de la société civile. Objectif: définir un calendrier pour le prochain cycle électo-

ral. Si la majorité a finalement accepté de commencer par l'élection du président, le calendrier ferme et définitif fait toujours défaut.

Dans les rangs de l'opposition mais aussi, très largement, de la rue. Ce dialogue est vécu comme "une distraction". "Le vrai calendrier est inscrit dans la Constitution", explique Joseph Olengankhoy, le patron du Fonus (Forces novatrices pour l'union et la solidarité) dont trois membres ont été tués ce lundi à Kinshasa.

Initialement, un cortège devait arriver devant le siège de la Ceni (Commission électorale nationale indépendante), l'organe qui doit techniquement organiser les élections. Mais le gouverneur de Kinshasa avait fait modifier le parcours en dernière minute. Pas de quoi démobiliser la population kinoise qui, dès les premières heures de ce lundi, s'est mise en marche pour crier sa colère. Un face-à-face avec la police puis l'armée quand celle-là était dépassée a rapidement dégénéré. "Quatre morts dont deux policiers", pour les

autorités. "Une cinquantaine sur tout le pays", selon l'opposition. "On a toutes les identités. Un rapport complet sera remis aux autorités nationales et internationales", continue M. Olengankhoy. "Nous devons aller à la Ceni pour remettre le mémo de l'opposition sur l'organisation du scrutin. Nous en avons été empêchés, nous y retournerons très prochainement, promet-il. Ce n'est plus seulement le jeu opposition contre majorité. C'est tout un peuple qui veut le départ de ce monsieur."

H. Le.